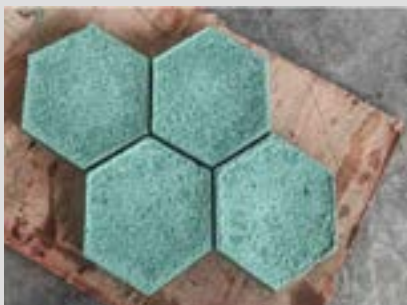


**ECONOMIE****Mesures contre l'inflation**

## La TVM suspendue pour les véhicules de transport de marchandises et de personnes à usage commercial

La mesure a été annoncée à la suite de l'augmentation des prix des produits pétroliers au Togo. Pour éviter l'augmentation des frais de transport, le gouvernement a décidé de suspendre ...

**PAGE 5****ENVIRONNEMENT****Recyclage des déchets**

## Utrader veut pousser les jeunes et les femmes à la créativité

Située à 30 km au Nord-Est de Lomé, le long de la nationale n°1 (route Lomé-Cinkassé), dans la préfecture du Zio (Tsévié), et précisément dans le canton de Davié, Utrader est une entreprise de recyclage de déchets créée par madame Ige Olatokunbo, ancienne fonctionnaire onusienne. L'objectif poursuivi en mettant en place ...

**PAGE 10****ECONOMIE****Transport et logistique**

## Chapchap associe rapidité et sécurité à la livraison de plis et colis géolocalisés au Togo

**PAGE 5****Assurance du commerce en Afrique**

## L'ACA débute officiellement ses activités au Togo, pays actionnaire souverain

Le 30 janvier 2019, en Conseil des ministres, le gouvernement togolais a émis le vœu d'adhérer à l'accord portant création de l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique (ACA). En avril 2020, le Togo a adhéré à l'ACA encore appelée African Trade Insurance Agency (en anglais). L'Agence a officiellement ...

**PAGE 11****Programme d'urgence pour les Savanes**

# Kpendjal expérimente déjà l'inclusion sociale

Le Programme d'urgence pour la région des Savanes est une initiative du gouvernement togolais visant à renforcer la résilience des populations par la réalisation participative de projets sociaux. La préfecture de Kpendjal, l'une des préfectures qui composent cette région expérimente déjà cette inclusion ...

**PAGE 3****DERNIERES HEURES**

## Marché de Hanoukopé / Le gouvernement prendra ses responsabilités, mais qu'en est-il de la mairie du Golfe 4 ?

Dans la nuit du dimanche à lundi dernier, le marché de Hanoukopé situé dans la commune du Golfe 4, a connu un incendie qui a détruit une partie importante des marchandises des commerçants et commerçantes. En ces moments de conjoncture économique, le gouvernement n'est pas resté insensible à cette situation. Le ministre du Commerce, Kodzo Adedze et sa collègue de l'Action sociale, Adjovi Lolonyo Apédoh-Anakoma ; accompagnés d'une forte délégation étaient sur les lieux. Que fait le maire du Golfe 4, Jean-Pierre Fabre ?

Cet incendie a ravivé les douleurs des victimes des incendies des grands marchés de Lomé et de Kara intervenus en janvier 2013. Ces derniers temps l'on a connu des incendies dans certains marchés comme celui de Kpalimé. L'on se demande ce qui peut être à la base d'une telle ...

**PAGE 3****Police des étrangers**

## Modernisation et renforcement du cadre juridique à l'Assemblée nationale

L'Assemblée nationale togolaise a procédé hier à l'hémicycle au renforcement et à la modernisation de la police des étrangers en République togolaise. Les députés ont examiné et adopté à l'unanimité le projet de loi relatif à la police des étrangers en République togolaise.

**PAGE 9**

	<p><b>SOMMAIRE</b></p> <p>Mali / Massacre de Moura L'Union européenne suspend ses missions de formation militaire</p>  <p>P 4</p>	<p>Foncier Vers la digitalisation des livres et registres fonciers</p>  <p>P 5</p>	<p>Réutilisation des déchets Utrader veut pousser les jeunes et femmes à la créativité</p>  <p>P 10</p>
---	--	--	--

## Echos des bénéficiaires des produits FNFI

### La revente de céréales, une bonne affaire pour Moumouni Tairatou à Blitta

Depuis quelque temps, Moumouni Tairatou étale chaque matin ses bassines remplies de maïs, de soja et même de piments. Mais, pour cette mère de deux enfants, rien n'a été facile. Elle vit depuis près d'une vingtaine d'années avec son mari dans un quartier de Blitta. Il y a quelques années, dans l'incapacité de trouver du travail parce que très peu scolarisée, et sans autre moyen de compléter les maigres revenus que son époux tirait de l'agriculture, elle était souvent amenée à aider une amie commerçante pour rentrer avec un peu d'argent. Heureusement qu'en 2015, elle est devenue bénéficiaire du Fonds National de la Finance Inclusive FNFI. Désormais, elle est très connue dans son quartier avec son activité de revente de céréales. Retour sur son histoire.

De nombreuses femmes ayant grandi dans les zones rurales comme Moumouni Tairatou se heurtent à des problèmes d'accessibilité à l'éducation, à la formation et à l'emploi. C'est particulièrement vrai dans les zones rurales, où le secteur agricole est la principale activité. " Dans mon enfance et ma jeunesse, j'aidais mam maman à cultiver son champ.", confie Tairatou.

Un jour en 2015, une femme s'est adressée à Taitarou et lui a proposé son aide. Cette femme, Mme ZIBO Laouratou, a invité Taitarou à participer à une séance de sensibilisation sur les produits FNFI. Rapidement, Moumouni Tairatou fait les démarches et obtient fin 2015 un premier crédit de 30 000 FCFA avec le produit APSEF. Elle a aussitôt investi cette

somme pour se lancer dans une Activité Génératrice de Revenus. Elle a commencé à revendre du maïs ainsi que du soja pour générer des revenus supplémentaires. "Ce crédit a changé ma vie. J'ai démarré avec les 30 000 FCFA et petit à petit mon activité a évolué", confie-t-elle.

À mesure que ses revenus augmentaient et avec les prêts successifs obtenus, Moumouni Tairatou a pu essayer de nouvelles choses et a rapidement lancé la revente de piments, d'arachides et d'autres produits agricoles. Depuis quelque temps, elle cherche à acheter ses produits en plus grandes quantités et surtout à agrandir et refaire la peinture de sa boutique. Aujourd'hui, son activité occupe pratiquement toute la devanture de la maison



Moumouni Tairatou

familiale. Un repas chaud attend toute sa famille tous les soirs, et les frais de scolarité de ses enfants sont régulièrement payés. Elle témoigne : "je suis fière d'avoir développé mon commerce en partant presque de rien. Aujourd'hui mes enfants ne manquent

de rien et j'arrive à aider mon mari".

Les crédits obtenus par Taitarou et les séances d'éducation financière suivies étaient tout ce dont elle avait besoin pour démarrer une activité, gagner un revenu décent,

lutter contre l'insécurité alimentaire, éduquer ses enfants. Elle est la preuve que l'élimination des barrières à l'inclusion financière des femmes donne naissance à une société plus riche, plus dynamique et plus équitable pour tout un chacun.

**Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel**



**fnfi**  
Fonds National de  
la Finance Inclusive



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC  
Edité par DIRECT MEDIA RCCM  
N° TG\_LOM 2015 B 1045  
BP : 30117 Lomé - Togo  
Tél : (+228) 22 25 02 23 /  
90 15 39 77 / 97 87 12 42  
Facebook: togomatin  
E-mail : atogomatin@gmail.com  
Site web : www.togomatin.tg  
Tw: @togomatin1  
Mson de la Presse: Casier N° 53  
Siège  
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :  
Motchosso Kodolakina  
Secrétaire de rédaction :  
Rachidou Zakari  
Responsable web:  
Carlos Amevor  
Comité de rédaction:  
Françoise Dasilva  
Alexandre Wémima  
Edem Dadzie

Félix Tagba  
Edodji Nadia  
Attipoe Edem Kodjo  
Responsable administrative:  
Gloria Léma Yagla  
Service commercial:  
DIRECT AGENCY  
Tél: (+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:  
Eros Dagoudi  
Imprimerie: Direct Print  
Distribution : TogoMatin  
Tirage : (2000 exemplaires)

## DERNIERES HEURES

... situation. « Il faut continuer à sensibiliser sur le risque incendie, surtout dans les marchés. Trop d'incendies dans nos marchés depuis un moment. Il faut surtout que

le gouvernement vienne en aide aux victimes », a écrit Gerry Taama, député à l'Assemblée nationale togolaise sur sa page Facebook.

« Les dégâts sont importants

et le gouvernement prendra toutes ses responsabilités », a promis le ministre Kodzo Adedze. Mais, Jean-Pierre Fabre, maire de la commune du Golfe 4 à qui revient la gestion de ce marché est

aussi très attendu. C'est cela aussi la décentralisation.

Quoi qu'il en soit, il faut qu'il y ait une synergie d'action entre les deux entités. Les mairies doivent commencer à apprendre à gérer ce

genre de crises. Cela donnera plus de capacités aux collectivités locales et permettra au gouvernement de se concentrer sur d'autres défis.

La rédaction

## Programme d'urgence pour les Savanes

## La préfecture de Kpendjal expérimente déjà l'inclusion sociale

**Le Programme d'urgence pour la région des Savanes est une initiative du gouvernement togolais visant à renforcer la résilience des populations par la réalisation participative de projets sociaux. La préfecture de Kpendjal, l'une des préfectures qui composent cette région expérimente déjà cette inclusion sociale tant souhaitée. Dimanche dernier, le gouvernement a tenu un Conseil des ministres délocalisé dans cette préfecture. En marge des travaux, il y a eu plusieurs activités dont la présentation de certaines réalisations aux populations.**



Une adduction d'eau en cours d'installation dans la région

Le gouvernement a lancé les travaux de construction d'un pont de 135 m ; l'ouverture, la construction, la réhabilitation et l'entretien de près de 95,4 km de pistes afin de relier et de désenclaver près de 10 localités dont Sanloaga, Kpékakandi, Natchabomga, Bouldjouaré et Gnalé. Il est prévu dans la cadre du Programme d'appui aux pistes rurales (PAPR), la construction de 26,7 km de pistes rurales vers les zones de productions agricoles

telles que Kpayentiga, Malidjoaré et Bombengou. Dans le secteur de l'eau, 38 forages sont en construction dans toutes les bases militaires et dans les localités frontalières que sont Kpékakandi, Sankortchakou, Tambima, Djankougli, Sangou, Taro, Tiwoli etc... Des adductions d'eau potable seront également construites dans la préfecture.

Afin d'améliorer l'accès à l'électricité, il est prévu en plus des travaux d'extension

de réseau, l'électrification à court terme de plus d'une dizaine de localités dont Kpékakandi, Tiwoli, Natchabomga, Koundjoaré, Tambima.

## Amélioration de l'accès aux soins de santé

4 Unités de soins périphériques (USP) seront construites dans le canton de Mandouri, 4 autres dans le canton de Borgou, et une à Sanloaga dans le canton de Kpékakandi. Le

gouvernement envisage également le renforcement du plateau technique des USP existants, et la transformation en Centre médico-social (CMS) de l'USP de Borgou, et en Centre hospitalier préfectoral (CHP) du CMS de Borgou.

Dans le but de renforcer la couverture actuelle en matière d'infrastructures scolaires, plus de 100 nouvelles salles de classes équipées en tables bancs seront construites.

Au bénéfice du secteur agricole, la création de deux Zones d'aménagement agricole (ZAAP) est en cours dans les localités de Tambigou et Sanloaga. Des retenues d'eau sont également en construction dans les localités de Tambima, Mandouri, Djantchougou et Bagré. Toutes ces actions sont évaluées à un coût global de 13,05 milliards de FCFA. Un accent particulier sera mis sur le renforcement de l'organisation et de l'autonomisation des communautés, en particulier les femmes et les jeunes. Il leur sera facilité l'accès aux financements à travers des dispositifs existants comme le Fonds national de

la finance inclusive (FNFI), et les mécanismes mis en place à travers l'Agence nationale de développement et le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ).

Il faut noter que la préfecture de Kpendjal a une superficie de 1 115 km<sup>2</sup> avec une population de 75 335 habitants, deux communes (Kpendjal 1 et Kpendjal 2), quatre cantons (Mandouri, Koundjoaré, Borgou, Tambigou) et est composée d'au moins trois ethnies majeures : Moba, Peulh, Mossi. L'agriculture est la principale activité économique de la préfecture de Kpendjal avec des cultures comme le sorgho, le mil, le riz, le haricot, le maïs, le voandzou et l'igname.

Le maraichage est également développé avec des jardins de tomates, d'oignons et de piments verts. Les cultures de rente comme le soja y sont développées. L'élevage de bœuf et de volailles (pintades essentiellement) constitue la seconde source de revenus des populations locales. Ce sont autant d'atouts qui peuvent servir à aider cette population à émerger.

Edem Dadzie

## Police des étrangers

## Modernisation et renforcement du cadre juridique à l'Assemblée nationale

**L'Assemblée nationale togolaise a procédé hier à l'hémicycle au renforcement et à la modernisation de la police des étrangers en République togolaise. Les députés ont examiné et adopté à l'unanimité le projet de loi relatif à la police des étrangers en République togolaise.**

Le Togo tient à respecter la liberté de circulation des personnes consacrée par les Conventions internationales. Cette liberté de circulation dans un monde ouvert nécessite d'édicter des mesures qui contribuent à la sauvegarde de la sécurité nationale et le développement économique du pays. Le séjour, l'établissement et la sortie des étrangers

au Togo étaient régis par la loi n°87-12 du 18 novembre 1987 relative à la police des étrangers. Aujourd'hui, les dispositions de cette loi sont inadéquates au regard des pratiques qui ont pris cours surtout dans le cadre des procédures d'obtention de visa au Togo. Il convient donc de procéder à une adaptation du cadre législatif et réglementaire existant, en vue d'harmoniser l'ensemble

des procédures et prendre en compte les nouvelles réalités, en particulier la nécessité de digitalisation des procédures. Cette évolution renforcera l'attractivité du Togo en tant que destination pour les touristes et les opérateurs économiques qui, pourront accéder à l'ensemble des services de délivrance de visa en ligne et de manière permanente.

Il est également nécessaire de répondre aux préoccupations liées aux défis sécuritaires posés par le terrorisme, le banditisme et les trafics transfrontaliers

en renforçant l'intégrité des documents.

« L'immigration est devenue aujourd'hui une question de sécurité et d'enjeux multiples. Ce projet de loi est hautement sensible et capital pour notre pays. Comme un tamis visant à faire la séparation entre les bonnes et les mauvaises graines, le texte fait face aux défis sécuritaires », reconnaît-on à l'Union pour la République (Unir), parti majoritaire.

Au groupe parlementaire formé par le Nouvel engagement togolais (Net) et le Parti démocratique

panafricain (PDP), l'on est certain que « l'adoption de cette loi est importante pour la sauvegarde de notre sécurité nationale et le développement économique. Le Togo fait face à ses responsabilités en modernisant et en renforçant son arsenal juridique ».

Le ministre des Droits de l'Homme, Christian Trimua, par ailleurs porte-parole du gouvernement, promet pour sa part que « le gouvernement fera une bonne utilisation de ce texte ».

E. Dadzie

## Burkina-Faso / Gouvernance

## La junte au pouvoir commande un audit de l'administration

Au Burkina Faso, l'audit de l'administration publique, annoncée par le président Paul Henri Damiba, a débuté. 140 structures sont concernées par cette première vague. Le contrôle concerne entre autres, la gouvernance, les marchés publics, l'utilisation du carburant et de lubrifiants, les frais de mission à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, les frais de voyage.

Pour cette première vague, 120 auditeurs sont mobilisés. L'audit concerne la présidence du Faso, la primature, l'Assemblée nationale et six ministères dont ceux des Infrastructures, des Mines et carrières, des Finances, de la Défense et la Sécurité. « Nous avons donc achevé les travaux de préparation pour ce qui concerne la Défense et la Sécurité. Nous nous apprêtons, avec les équipes, à envisager le travail sur le terrain. Cela concerne des domaines que nous avons identifiés

comme la question des marchés publics, la question des missions, du carburant, des lubrifiants. Ce sont des matières qui reviennent. À côté, au niveau de l'armée, nous avons d'autres domaines auditables que nous avons également identifiés », indique Philippe Neri Kouthon Nion, contrôleur général. Selon Philippe Neri, cet audit n'est pas une chasse aux sorcières, mais un processus de contrôle pour identifier, les dysfonctionnements

et suggérer les bonnes pratiques en termes de gestion. Toutefois, en cas de constat d'une irrégularité majeure constitutive d'infractions pénales, le dossier sera transmis au procureur.

« Nous relevons le fait infractionnel, nous documentons et nous produisons des rapports d'enquête préliminaires pour le procureur qui, au vu de la réglementation, est donc obligé de donner suite », ajoute le contrôleur général. À côté de l'audit de



Lt Col Paul Henri Sandaogo Damiba

l'administration publique, l'autorité supérieure de contrôle a entamé un processus de recherche sur des biens mobiliers et immobiliers, présumés mal

acquis, au Burkina Faso et à l'étranger. Plusieurs personnes auraient déjà reçu des convocations dans ce sens.

## Mali / Massacre de Moura

## L'Union européenne suspend ses missions de formation militaire

Après l'annonce de la fin des missions Barkhane et Takuba, l'Union européenne avait maintenu ses deux missions au Mali : l'Eucap, mission civile spécifiquement destinée à la coopération policière, et surtout EUTM, la mission militaire. En fin de compte, les rumeurs de retrait ne se concrétisent pas totalement, car les missions sont uniquement « suspendues ».



Des militaires maliens en formation

Les Européens ont finalement pris une demi-décision. La mission de formation militaire EUTM arrête ainsi de former les membres des Forces armées maliennes et de la garde nationale, ce qui était pourtant son rôle. Elle continuera en revanche à exercer des tâches « annexes » comme « l'instruction sur le droit de la guerre », souligne le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell.

Les Européens estiment que la menace terroriste s'étend vers le sud et veulent rester dans la région, à la fois au Sahel et dans le Golfe de Guinée. Ils tentent donc de proposer des missions similaires de formation militaire à d'autres pays, comme le Niger. Selon Josep Borrell, le Mali n'a pas fourni les garanties nécessaires pour la poursuite de l'activité d'EUTM mais plusieurs pays, en particulier au Bénélux et dans le sud de l'Europe, ont refusé que l'UE claque la porte. D'abord parce qu'il faut pouvoir maintenir le dialogue. Ensuite pour ne pas donner l'impression que l'Europe part piteusement face à l'arrivée de mercenaires russes. Enfin, car il n'est pas certain que les mercenaires de Wagner puissent rester indéfiniment au Mali.

Rfi.fr

## RDC / Justice

## La justice annule la condamnation de Vital Kamerhe

Encore une bonne nouvelle pour le camp de l'ancien directeur de cabinet du président Tshisekedi. Après avoir vu sa peine réduite en appel, Vital Kamerhe vient d'obtenir de la justice congolaise une sorte de remise à zéro de son compteur dans ce dossier construction de maisons préfabriquées pour des militaires et des policiers.



Vital Kamerhe

« Nous saluons cette façon de dire bien le droit. La Cour de cassation a annulé l'œuvre du juge d'appel, en considérant que celle-ci avait violé le droit de la défense », s'exclame, non sans joie, Me Jean-Marie Kabengela, l'avocat de Vital Kamerhe.

En effet, selon la Cour, le juge de la Cour d'appel avait « violé le droit de la défense » de Vital Kamerhe. Selon elle, « l'affaire n'était pas en état » d'être jugée. Les compteurs sont donc remis à zéro. Le dossier est renvoyé devant la Cour d'appel de Kinshasa-Gombe et de nouveaux juges seront désignés. Les avocats de Vital Kamerhe se

montrent confiants, clament toujours son innocence et espèrent son acquittement.

La décision de la Cour de cassation ce lundi s'ajoute donc à cette série de bonnes nouvelles pour celui qui était le bras droit de Félix Tshisekedi entre 2018 et 2019. Ce nouveau rebondissement intervient au moment où le parti de Vital Kamerhe normalise ses relations avec le camp présidentiel. L'UNC est restée dans la ligne politique tenue ces derniers mois, celle du rapprochement avec Félix Tshisekedi. On est bien loin du narratif qui dénonçait un procès politique, place désormais à la conciliation.

Dans un communiqué publié juste après la décision de la Cour de cassation, le parti de Vital Kamerhe a rendu hommage à Félix Tshisekedi, pour dit-il « son sens élevé de devoir d'État ». « Il est resté, tout au long de la procédure, au-dessus de la mêlée garantissant l'indépendance de la Justice », a dit le secrétaire général de l'UNC, Billy Kambale. Dans le même registre, l'UNC a salué, « la progression manifestée dans l'effectivité de l'État de droit en RDC ».

Officiellement, la présidence ne s'est jamais prononcée sur cette arrestation ou condamnation et la justice au Congo est indépendante. Mais dans l'entourage de Félix Tshisekedi, bien des conseillers se plaignent de la gestion de Vital Kamerhe et des dépenses injustifiées. Néanmoins, la présidence reste pointée du doigt pour ses dépassements budgétaires de tous ordres.

T.M.

## Foncier

## Vers la digitalisation des livres et registres fonciers

**Dans le cadre de la modernisation du système foncier togolais, le gouvernement envisage de digitaliser les livres et registres fonciers. Un décret a été adopté lors du Conseil des ministres qui s'est tenu dimanche 10 avril à Mandouri, dans la préfecture du Kpendjal dans ce sens.**

Le texte examiné et adopté par le Conseil des ministres porte sur les règles applicables aux livres fonciers et registres sous forme électronique.

« Ce décret répond au besoin de modernisation du système national de conservation foncière. Il concourt à l'amélioration du climat des affaires et s'inscrit dans l'axe 3 de la feuille de route

gouvernementale 2025 relatif à la modernisation des structures étatiques », explique un communiqué du gouvernement.

Le livre foncier électronique permettra d'immatriculer des immeubles et la publicité des droits réels immobiliers. Il s'agit d'un système de gestion automatisé de données numériques. Les registres fonciers électroniques pour



leur part sont des registres publics destinés à retracer l'historique des transactions et des droits réels sur une

propriété immobilière. Toujours dans le cadre de la modernisation du système foncier togolais, un Guichet

foncier unique est mis en place pour favoriser l'environnement des affaires au Togo. Il permet d'alléger la procédure d'obtention des actes d'urbanisme, notamment le titre foncier et de simplifier les procédures.

Ainsi, le Guichet foncier unique réduit les coûts des formalités domaniales pour que ces procédures soient accessibles à plus de personnes. Il vise également à minimiser les risques en ce qui concerne ces formalités.

**Félix T.**

## Mesures contre l'inflation

## La TVM suspendue pour les véhicules de transport de marchandises et de personnes à usage commercial

**La mesure a été annoncée à la suite de l'augmentation des prix des produits pétroliers au Togo. Pour éviter l'augmentation des frais de transport, le gouvernement a décidé de suspendre le paiement de la Taxe sur les véhicules à moteur (TVM) pour certaines catégories de véhicules. La décision de suspendre cette taxe est effective depuis le 11 avril.**

Les véhicules de transport de marchandises et de personnes à usage commercial ne payeront plus de Taxe sur les véhicules à moteur, jusqu'à nouvel ordre.

« Cette mesure vise à atténuer l'impact de l'inflation constaté sur les activités de transports

de marchandises et de personnes. Elle s'inscrit dans la continuité des actions déjà entreprises par le gouvernement pour le pouvoir d'achat des populations. Les ministres chargés des Finances et des Transports remercient les acteurs du secteur des transports pour leur



Un véhicule de transport de marchandises

sens de la responsabilité », précise une note signée par le ministre de l'Economie et des Finances Sani Yaya et le

ministre des Transports routiers, aériens et ferroviaires, Affoh Atcha-Dedji.

Au Togo, beaucoup de

personnes utilisent les transports en commun. Face à la hausse des prix du carburant, des prix de certains produits de première nécessité ont augmenté.

L'objectif pour le gouvernement est d'éviter une augmentation des prix des transports aussi. Au lendemain de cette hausse du prix du carburant à la pompe, les autorités togolaises ont annoncé que des dispositions seront prises pour éviter l'inflation.

**F.T.**

## Transport et logistique

## Chapchap associe rapidité et sécurité à la livraison de plis et colis géolocalisés au Togo

**Un an après son lancement, ChapChap révolutionne le service de livraison de plis et de colis au Togo. La marque de la startup togolaise GLC Services spécialisée dans le transport et la logistique fait la différence en assurant rapidité, fiabilité et sécurité à ses clients.**

Ils sont de plus en plus nombreux à faire confiance à ChapChap. Et pour cause. La marque propose un service innovant. Son crédo, « offrir aux professionnels une expérience digitalisée de la logistique au dernier kilomètre ». Plus de 300 startups et entreprises sont déjà inscrites sur la plateforme.

Chapchap assure un suivi des livraisons en temps réel. Ce qui évite aux clients de perdre leurs plis et colis et de gagner en temps. Le client a donc la possibilité

de suivre de bout en bout le parcours de ses plis et colis jusqu'à la livraison.

« Nous sommes heureux de pouvoir mettre à disposition de nos clients un service aussi abouti que ChapChap, qui a été conçu par des Togolais. ChapChap répond avant tout à une demande des organisations qui ont besoin d'un service de coursiers combinant fiabilité et rapidité », indique le responsable des opérations de la start-up GLC Services, Lawal Alao.

Le client a facilement la possibilité de programmer



des livraisons et de relever celles qu'il a effectuées. Autre particularité, le prix de la livraison est fixé en fonction du nombre de kilomètres parcourus. La plateforme accepte plusieurs moyens de paiement comme Tmoney, Floopz, Carte Visa, Paypall.

ChapChap offre d'autres avantages, notamment la facilitation du processus d'envoi de colis via un outil en ligne, l'accélération et l'optimisation de l'envoi de plis et colis, l'entreposage de colis pour des clients qui en ont le besoin.

« Auparavant, nous

n'avions aucune visibilité sur le volume des courses et sur les coûts. De plus, la livraison des colis pouvait être assez laborieuse, notamment en raison des pertes ou des retards. Un temps désormais révolu grâce à cette solution déployée par la start-up Chapchap », témoigne Lajoie KA, une utilisatrice de la plateforme.

L'ambition de la startup est de couvrir les autres villes du pays, en dehors de Lomé et de toucher dans les prochaines années les principales capitales des pays de l'Afrique de l'ouest, afin de devenir le leader de la livraison de plis et colis dans la sous-région.

**Félix Tagba**

## Togo

# Les priorités du Programme d'investissements publics

**L'exécutif togolais a dans sa ligne de mire, le Programme d'investissements publics (PIP), pour la période 2023-2025. L'élaboration de cet agenda triennal a été lancé en janvier 2022 par Sandra Ablamba Johnson, ministre, secrétaire général de la présidence de la République togolaise. La santé, l'éducation, l'eau et la protection sociale, étant les secteurs prioritaires du PIP conformément au premier axe de la Feuille de route gouvernementale, quel bilan peut-on en faire aujourd'hui ?**

Le nouveau Programme d'investissements publics (PIP) s'inscrit dans la dynamique des réformes introduites dans la programmation des investissements publics en juillet 2021, afin qu'il rime avec la feuille de route gouvernementale qui couvre la période 2020-2025. Ce futur PIP entend d'une part, prendre en compte certaines orientations en matière de planification d'investissement, introduites par les réformes, notamment l'ambition de s'appuyer plus sur les apports du secteur privé afin de soulager les finances publiques, et d'autre part, éviter la répétition des mêmes investissements en renforçant la coordination entre les ministères, et élargir le champ du PIP aux collectivités locales, aux entreprises publiques et aux partenariats public-privé.

## PIP : 518 milliards FCFA d'investissements publics prévus en 2022



Aperçu du CHU Campus

Le gouvernement togolais prévoit d'augmenter son budget aux investissements publics en 2022. Ainsi, le pays projette de consacrer 518 milliards FCFA aux projets d'investissements faisant partie de son Programme d'investissements publics (PIP), selon la loi de finances, exercice 2022. Ce budget prévisionnel est en hausse par rapport aux prévisions de l'année dernière, révisées à 392 milliards FCFA. Si ces dépenses en capital représenteront presque 40% des dépenses budgétaires, elles sont attendues pour être financées à 37%, soit 194 milliards FCFA, sur ressources

internes. Le reste, soit 324 milliards FCFA, devrait provenir des dons (178 milliards FCFA) et emprunts (145 milliards FCFA).

Globalement, en plus des dépenses hors PIP, estimées à 17 milliards FCFA, les dépenses en capital pourraient atteindre 535 milliards FCFA en 2022. Des ressources qui vont servir notamment à soutenir la Feuille de route « Togo 2025 » qui fait la part belle à l'inclusion sociale et à l'emploi. Les projets concernés couvrent un large éventail de domaines, allant de l'économie numérique à la protection côtière, en passant par l'énergie, l'accès à l'eau

potable, le renforcement du réseau routier urbain et rural et l'éducation. Selon le ministre de l'Economie et des Finances, Sani Yaya, « Près de 61% des projets et réformes contenus dans la feuille de route ont été entamés et sont dans leurs phases de mise en œuvre ».

Selon la loi de finances du Togo exercice 2022, plus de 500 milliards FCFA devraient être consacrés aux investissements, dont 37% (194 milliards FCFA) mobilisés sur ressources internes tandis que le reste (324 milliards FCFA) est attendu en dons (178 milliards FCFA) et emprunts (145 milliards FCFA).

### Couverture santé universelle: 19 milliards FCFA pour 2022... 66789 infrastructures de santé

Pour cette année, le gouvernement togolais prévoit de consacrer 19 milliards FCFA à la Couverture santé universelle (CSU), selon les informations officielles. Ceci représente 18% des ressources allouées au ministère de la santé (qui s'établissent à 105,4 milliards FCFA), d'après les détails de la Loi de finances du Togo, exercice 2022. Cette dotation intervient quelques mois après l'adoption d'une loi actant la couverture santé universelle (CSU), et visant à permettre aux Togolais de « bénéficier de soins de santé de qualité à un coût abordable. », d'après Yawa Djigbodi Tsègan, présidente de l'Assemblée nationale togolaise. Par ailleurs, le ministre de la Santé togolais, Moustafa Mijiyawa et sa collègue déléguée

à l'Accès universel aux soins, Agba-Assih Mamessilé, ont visité le 08 février 2022, les chantiers de construction de plusieurs infrastructures de santé au Nord du pays. Les visites ont porté sur les sites des travaux de construction du Centre de Spécialités Médicales (CSM), du Centre des Maladies infectieuses (CMI) à Kara ou du Centre de Traitement des Épidémies (CTE) à Sarakawa. Et de l'avis des officiels togolais, les travaux évoluent bien. Malgré ce constat, ils ont invité les entreprises à accélérer les travaux.

Les futures infrastructures comptent répondre aux ambitions du gouvernement en matière de santé. Précisément, elles devraient développer les capacités du système de services et soins, en termes d'infrastructures et d'équipements, améliorer la qualité de l'offre, notamment dans les zones reculées et enclavées, et renforcer la sécurité sanitaire ainsi que la réponse aux épidémies et aux autres urgences de santé publique. Le projet d'infrastructures sanitaires est en cohérence avec la volonté des autorités togolaises de garantir l'accès aux soins de santé à tous. Dans ce sens, elles ont initié également d'autres programmes et projets, dont le plus récent "Wezou" accompagne les femmes enceintes et le nouveau-né. L'exécutif travaille également à rendre effective l'assurance maladie universelle au Togo, après l'adoption d'une loi y relative.

## Eau potable : 23 milliards FCFA pour 2022

Les autorités togolaises projettent d'investir 23 milliards FCFA dans l'approvisionnement en eau potable cette année, selon la loi de finances, exercice 2022. Alors que le taux de desserte est de 68% dans les milieux ruraux et de 58% dans les zones urbaines, le gouvernement qui ambitionne d'atteindre à

l'horizon 2030 la couverture universelle, augmente ainsi son budget d'accès à l'eau potable, comparé au collectif budgétaire d'octobre 2021 dans lequel il allouait 17 milliards FCFA à ce chantier.

En 2022, plusieurs projets d'approvisionnement en eau potable devraient atteindre leur vitesse de croisière, en



**De l'eau potable au Togo**

prolongement des programmes démarrés en 2021. Il s'agit du plan national de dotation en eau potable lancé en février 2021 et qui consistera à installer plus de 300 pompes hydrauliques dans le nord à travers le Projet d'amélioration des conditions sanitaires en milieu scolaire et rural des régions de la Kara et des Savanes (PASSCO). Un projet appuyé notamment par la France, à travers son Agence de développement (AFD) à hauteur de 6,5 milliards FCFA.

Autre projet, le plan directeur d'approvisionnement du Grand Lomé sur lequel, l'exécutif togolais travaille

depuis septembre dernier. Ce programme d'investissement vise à anticiper la demande en eau potable dans la capitale et ses périphéries dans les 30 prochaines années. Le gouvernement de Victoire Tomégah-Dogbé qui fait de l'accès à l'eau potable une priorité, a également dévoilé son ambition de parvenir à un taux de desserte national en eau potable de 85% d'ici à 2025. Cette ambition devrait être portée par plusieurs projets notamment le Programme d'appui aux populations vulnérables (PAPV) avec le soutien des partenaires techniques et financiers, notamment l'UE et la Chine.

## Éducation : 30 000 salles de classes d'ici 2025



**Des élèves suivant le cours**

Le 20 décembre 2021, ont été officiellement lancés, dans toutes les régions éducatives du pays, les travaux de construction et de réhabilitation d'infrastructures scolaires. Ce sont 130 salles de classe, 19 bureaux et 19 magasins qui seront construits et réhabilités.

Cette première phase est en phase avec les acquis engrangés au titre de l'année scolaire 2020-2021. Comme illustration, 359 salles de classe ont été construites, grâce au Projet d'appui aux populations vulnérables (PAPV) et à l'Agence nationale d'appui

au développement à la base (Anadeb). 346 salles de classe et 733 cabines de latrines ont été réhabilitées sur le budget de l'Etat et 164 salles de classe, a-t-on appris, ont livrées en janvier 2022.

La deuxième phase confirmera les travaux de construction de bâtiments au primaire et au secondaire sur le Projet d'amélioration de la qualité et de l'équité de l'Education de Base, le Projet d'amélioration de l'accès-équité et de la qualité de l'Education au Togo et la phase 2 du Projet d'appui à la réforme des collèges. La troisième s'articulera autour d'un processus de contractualisation entre l'Etat et le secteur privé pour l'atteinte de l'objectif fixé à l'horizon 2025, à savoir la construction de 30 000 salles de classe.

Les capacités d'accueil

s'entendent de manière extensive au ministère des Enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat. Il en est également de la mise à disposition de presque 25 000 tables-bancs au titre des années scolaires 2020-2021 et 2021-2022. Par ailleurs, le Projet 10 de la Feuille de route gouvernementale, dédié à l'amélioration de la qualité de l'enseignement, garde toute sa dynamique par le recrutement des enseignants, la formation du personnel d'encadrement (conseillers pédagogiques et inspecteurs), la réforme des centres de formation professionnelle, la remise de quarante-six (46) véhicules pick-up au personnel d'encadrement et la distribution de maquettes pédagogiques, du matériel informatique, de bureau et de laboratoire aux établissements scolaires dans les sept (7) régions éducatives du Togo.

## Protection sociale : l'assurance maladie universelle renforcée par un arsenal juridique



**Visite de Victoire Tomégah-Dogbé dans un centre de santé**

C'est une innovation majeure dans le système de gouvernance sociale au Togo. Les députés ont adopté à l'unanimité le 12 octobre 2021, le projet de loi instituant l'assurance maladie universelle. L'adoption de l'assurance maladie universelle répond à un principe social cardinal énoncé à l'article premier de la Constitution togolaise qui dispose que la République togolaise est un Etat de droit social. La réforme législative opérée permet de passer du droit juridiquement affirmé à la santé au droit réellement exercé de se soigner.

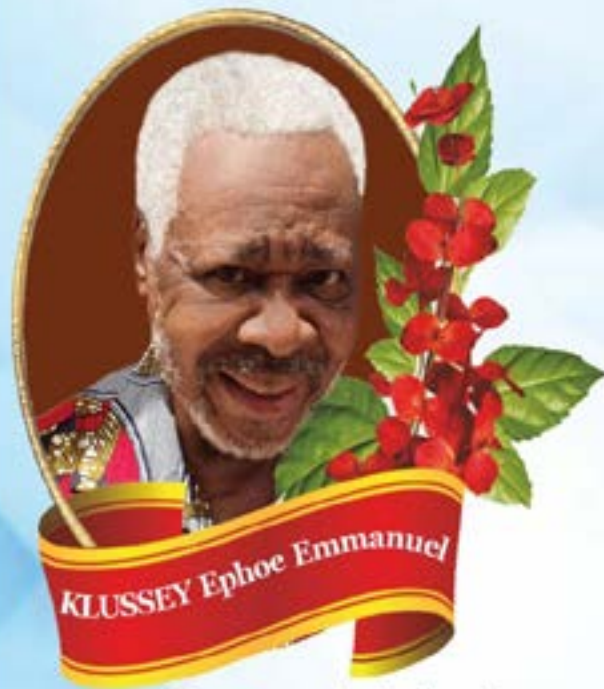
La loi adoptée garantit l'accès de toutes les couches de la population à des soins de santé de qualité, à travers un

mécanisme de mutualisation des risques et de solidarité dans le financement, s'inscrivant de ce fait dans l'esprit de l'ODD 3 et des principes de la Convention n°102 sur la sécurité sociale, 1952 de l'Organisation internationale du travail (OIT) ratifiée par le Togo. En outre, elle institue un régime d'assistance médicale au profit des personnes se trouvant dans l'incapacité temporaire ou définitive de contribuer à l'assurance maladie obligatoire. Aussi assure-t-elle la prévention de la maladie par l'éducation sanitaire de la population. L'assurance maladie universelle renforce l'inclusion sociale en prenant en charge les couches les plus défavorisées et ne laisse aucun Togolais pour compte.

**Attipoe Edem Kodjo**

## AVIS DE DECES

## EN MÉMOIRE DE NOTRE TRÈS CHER ET REGRETTÉ



**KLUSSEY Ephoe Emmanuel**



"J'ai combattu le bon combat,  
j'ai achevé ma course, j'ai gardé la foi.  
Désormais la couronne  
de justice m'est réservée"  
2 Timothée 4, 7-8

Nous avons la douleur de vous annoncer le décès de  
**KLUSSEY Ephoe Emmanuel, dit Foyé**  
Conseiller d'Orientation Pédagogique à la retraite

**Jeudi 14 avril 2022**

**17h00** : Veillée en l'Eglise des Assemblées de Dieu,  
Temple Eben-Ezer de Djidjolé

**Vendredi 15 avril 2022**

**07h30** : Levée du corps

**08h00** : Culte d'enterrement en la même Eglise,  
Suivi de l'inhumation au Cimetière de Yokoé.

Les salutations de circonstances seront reçues au terme de l'inhumation.

PHARMACIES DE GARDE ( LOME )  
du 11 au 18 /04/ 2022

3E ARRONDISSEMENT BD 13 JANVIER	96 32 97 71
A DIEU LA GLOIRE	LEGBASSITO 93 26 36 00
ADJOLOLO	NYEKONAKPOE 97 93 86 59
ADOUNI	VAKPOSSITO 70 25 02 57
BEL AIR	PALM BEACH 96 80 08 75
BETANIA	TOTSI-GLENKOMÉ 96 80 10 11
BETHEL	ADIDOGOMÉ 22 25 23 70
BIEN ETRE	HEDJRAWOÉ 70 54 29 07
CAMPUS	ADEWUI 93 38 08 84
CHARITE	CEG AGOE NYIVÉ 90 65 21 90
CRISTAL	BD HOUPHET BOIGNY 22 20 90 91
DES ECOLES	A DIDOGOMÉ 22 51 75 75
DES ROSES	VAKPOSSITO 70 42 37 72
DIVINA GRACIA	AGOE FIOVI 96 80 10 21
ECLAIR	BÈ AHLIGO 96 80 09 06
EL SHADAÏ	ESTAO 22 51 44 25
EL-NISSI	APEDOKOE 70 17 97 08
ENOULI	AGBALÉPÉDOGAN 22 25 90 68
ESPACE VIE	AGOÈ LOGOPÉ 99 85 89 07
FIDELIA	BÈ-KPOTA, 22 71 95 95
FLAMME D'AMOUR	AGODEKÈ 70457014
FOREVER	TOKOIN FOREVER 22 26 11 77
HOSANNA	SAGBADO 22 51 50 49
LA GRACE	AGOËNYIVÉ 90 56 16 81
LA MAIN DE DIEU	AGOE ASSIYEYE 93 40 21 21
LE DESTIN	BAGUIDA 70 41 15 41
LE GALIEN	TOTSI 96 80 09 21
MAGNIFICAT	AFLAO SAGBADO 70 44 51 59
MATHILDA	LOMÉGAN - ODEF 22 51 15 34
N.D. DE LA TRINITE	BD DE LA PAIX 22 21 27 80
NELLY'S KLÉMÉ	AGBOPANOU, 99 90 90 80
NOTRE DAME DE LOURDES	AGOÈ 96 80 10 19
OCEANE	RUE DE L'OCAM 96 75 25 0
PAIX	RÉSIDENCE DU BENIN 22 26 40 91
RAOUDHA	BD DU ZIO, 90 28 75 00
REGINA PACIS	ADETIKOPÉ 99 83 90 83
ROBERTSON	NYÉKONAKPOÉ 22 22 28 41
SANTA MADONNA	KÉGUÉ 96 68 03 03
SARAH	ADAKPAMÉ 22 27 09 25
ST ANTOINE	PRÈS FRÉAU JARDIN 96 80 10 07
ST ESPRIT	AGOÈ-KÉGUÉ 70 40 29 06
ST PHILIPPE	SANGUERA 99 99 80 04
TCHEP'SON	TOGBLÉKOPÉ 70 42 94 41
VOLONTAS DEI	AVÉDJI 91 49 54 48
ZOSSIPÉ	ZOSSIPÉ 70 46 26 64

Quelques ambassades  
et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

## Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

## BIBLIOTHEQUES

**BIBLIOTHEQUE NATIONAL:** Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

**CENTRE CULTUREL LOYOLA** Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

**INSTITU FRANÇAIS DE LOME:** Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

## LIBRAIRIE

**GRAIN DE PENSEE:** 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

**LIBRAIRIE BON PASTEUR:** Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Oly Tel: 22 22 26 66

**LIBRAIRIE BONNE SEMENCE:** Quartier Ave Maria Avenue du 30 Août

**LIBRAIRIE STAR:** Quartier Bénéglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

## ESPACES CULTURELS

**CENTRE BRIN DE CHOCOLAT:** Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

**CENTRE CULTUREL:** DEYNIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

**CENTRE CULTUREL:** LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

**CENTRE ODAYE:** Quartier Hédranawoé Tel: 90 64 80 77

**CENTRE ODAYE:** Quartier Hédranawoé Tel: 22 42 12 07

## MANNEQUINAT &amp; HÔTESSE

**ALLURE MODE AGENCE;** Tel: 99 22 04 62

**CHALLENGE AGENCE;** Tel: 92 27 91 66

## SALLE DE CINEMA

**HARMONIE SIGNATURE:** Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

**CANAL OLYMPIA:** Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

**CINEMA GREENFIELD;** Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

## AGENCE DE COMMUNICATION

**AG Partners:** Sise à Cassablanca  
www.couleurafrique.com

## Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'événement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration  
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54  
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

## SUPERS MARCHES A LOME

**CONCORDE:** (Atikoumé; juste à côté de l'UTB)

**RAMCO:** (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

**LE CHAMPION SUPER MARCHÉ:** (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

## FRUITS ET LEGUMES

**MARCHE ABATTOIR:** (Juste en face du Super Marche Le Champion)

**MARCHE DE GOYI SCORE:** (Juste en face du Super Marche RAMCO)

**PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA:** (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

## DANSE ET COURS DE ZUMBA

**AFT:** Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

**COURS DE CAPOEIRA:** Salle GYM TONIC. Tél: 90 79 79 90

**COURS DE ZUMBA:** HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30

**COURS DE ZOUMBA** (VITAL CLUB, Nana BLAKIME); Tél: 90 30 38 75

**CIE CADAM** (Danse traditionnelle africaine); Tél: 90 15 39 87

**SALSA** (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél: 91 70 61 86

## AVIATION

**AERO-CLUB DU GOLFE** (Route de l'aéroport)  
Tél: 22 40 04 99

## COURRIER EXPRESS

**DHL** (Qtier Nyékonakpœ, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

**EMS TOGO** (Tél: 22 26 70 51)

**FEDEX** (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)  
Tél: 22 21 24 96

**TOP CHRONO** (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

**SDV EXPRESS** (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

## OPERATEURS TELEPHONIQUES

**MOOV:** Tél: 22 20 13 20

**TOGO CELLULAIRE:** Tél: 22 22 66 11

**TOGO TELECOM:** Tél: 22 21 47 14

## SANTÉ GENERALISTES

**DR CORINNE JOULIN-KARKA;** Tél: 22 23 46 77

**CLINIQUE BIASA;** Tél: 22 21 11 37

**CLINIQUE SAINT-RAPHAËL;** Tél: 22 25 92 77

**CHU TOKOIN;** Tél: 22 21 25 01

**CHU CAMPUS;** Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

**HORLOGE PARLANTE;** Tél: 116

**CLINIQUE UNIDIAL** spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat  
Rue des filaos; Tel: 23 36 01 00 / 90 39 45 72

## OU MANGER ET DORMIR A LOME?

**RESTAURANT LE TABLIER** (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)  
Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

**HOTEL RESIDENCE « LES ANGES »** Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30

**HÔTEL BALKAN** (Qtier Hédranawé); Tél: 22 61 30 63

**LE MERLOT** (Qtier Kassablanca) Tél: 93 05 11 11

## MUSCULATION ET MASSAGE

**Le NAUTILUS-FITNESS:** HOTEL RESIDENCE « LES ANGES »  
Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30

**BODYBUILDING-CLUB** (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72

**GYM CENTER** (Qtier Nyékonakpœ, Avenue Joseph Strauss);  
Tél: 90 04 76 60

**GYM FIL «O»PARC** (Agoè Nyivé); Tél: 22 35 18 28

**GYM GHIS PALACE** (Qtier Baguida); Tél: 22 71 49 70



**Buffet 10.000 Frs**

*Spécial Pâques*  
avec **PARAMOUNT ORCHESTRA**

**DIMANCHE**  
**17 Avril 2022**  
**A partir de 18H30**



*Mise en bouche*  
Neems de légumes  
Pampuski russo-ukrainien  
Encras de haricot blanc

*Entrées*  
Salade de maïs et haricots rouges à la mexicaine  
Salade de pommes de terre aux légumes  
Cruautés diverses

*Résistances*  
Lapin à la moutarde, champignons olives  
Darnes de poisson au four et ses oignons miconfits  
Emincés de filet de boeuf aux carottes et aux poivrons  
Poulet sautés aux épices

*Accompagnements*  
Tagliatelles, Riz, Akpan, Pommes sautées

*Desserts*  
Ananas pirogue, Thé

 **Cacavéli, 2è rue à droite après la Pharmacie Shalom en venant du carrefour Bodjona**

  **Restaurant le Tablier**

 **+228 91 36 23 66**



**14 MARS 2022**  
OUVERTURE

**TOGO DIGITAL AWARDS**  
ÉDITION 2

**14 AVRIL 2022**  
CLÔTURE

**Td** TOGO DIGITAL AWARDS



**TENTEZ VOTRE CHANCE POUR CETTE DEUXIÈME ÉDITION DU TOGO DIGITAL AWARDS ICI**

**TOGODIGITALAWARDS.TG**

Togo Digital Awards  
**+228 92 18 98 98**

## Réutilisation des déchets

## Utrader veut pousser les jeunes et les femmes à la créativité

Située à 30 km au Nord-Est de Lomé, le long de la nationale n°1 (route Lomé-Cinkassé), dans la préfecture du Zio (Tsévié), et précisément dans le canton de Davié, Utrader est une entreprise de recyclage de déchets créée par madame Ige Olatokunbo, ancienne fonctionnaire onusienne. L'objectif poursuivi en mettant en place une telle entreprise est d'innover dans le secteur du recyclage au Togo, apporter des solutions pour la résolution de la pollution par les déchets (surtout plastiques), et en même temps amener les jeunes et les femmes à faire preuve de créativité.



Madame Ige Olatokunbo

À Utrader, l'on donne une seconde vie aux déchets comme les pneus, les sachets de pur water, les bouteilles en plastiques, les chaises en plastiques..., bref tout ce qui est en plastiques, les déchets de pagne (les tissus), les tonneaux. C'est un véritable travail d'artistes qui y est fait. De telles initiatives doivent prendre de l'ampleur, parce que quand on observe le spectacle de déchets plastiques, de pneus usés, de pagnes etc... qui jonchent nos rues, nos espaces publics et finalement qui se retrouvent dans les océans, On ne peut pas rester indifférent. Actuellement l'on estime que 200 millions de tonnes de plastiques sont dans les océans. Et pourtant, l'on pourrait en faire un usage

retrouvent dans les océans, c'est plus compliqué à récupérer », affirme madame Ige Olatokunbo. « Nous faisons la valorisation, la transformation. Ma partition est de contribuer



Bikaza Rose

à l'assainissement, à la création d'emplois, tout en faisant le transfert de connaissances », a déclaré la patronne de Utrader. Récemment, lors de la

de distribution, doivent être contrôlées. L'on doit encourager la réutilisation », fait remarquer madame Olatokunbo.

« Nous voulons pousser les jeunes et les femmes à s'investir dans le domaine du recyclage, à développer leur créativité, les aider à penser, à innover, à transformer. Ainsi, ils créeront des emplois pour eux même, sortiront de la pauvreté », nous a-t-elle révélé. C'est ainsi qu'est née l'idée de mettre en place une académie des recycleurs. Utrader vient de terminer la première phase qui consiste à former les

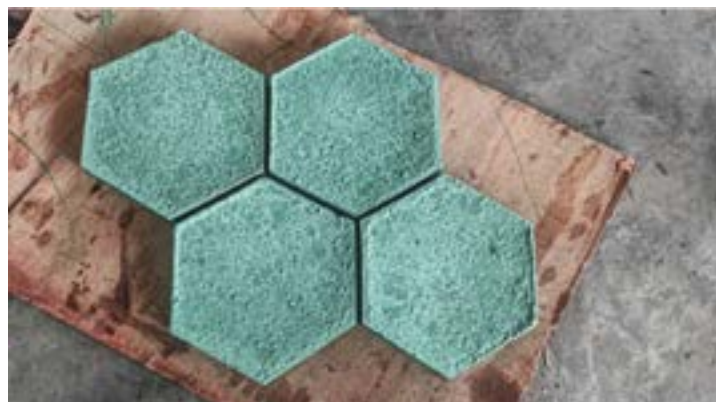
formateurs qui iront ensuite sur le terrain initier d'autres personnes.

« L'idée d'académie est venue parce que je réfléchis beaucoup aux répercussions des opportunités que nous offrons à ces jeunes. Une des jeunes qui vit à Kpalimé, a témoigné que les gens se moquaient d'elle parce qu'elle allait chercher les déchets dans la nature. Mais au final, tout le monde s'est rendu compte qu'on peut faire beaucoup de choses avec ces déchets. À travers cette académie, nous voulons



Chaussures fabriquées à base de sachets de pur water à Utrader

aider le gouvernement à créer un corps de métiers spécifiquement dédiés



Briques fabriquées à base de plastiques à Utrader

au secteur du recyclage, tout en puisant dans les ressources humaines existantes », a ajouté l'ancienne onusienne.

## Un meilleur cadre pour une académie des recycleurs ?

Pouvait-on trouver meilleur endroit pour organiser une académie des recycleurs ? Une activité d'écologie qui se tient dans un lieu écologique ne peut qu'inspirer. Il n'y a pas très longtemps, madame Ige Olatokunbo a eu l'ingénieuse idée de créer un écovillage à Davié, et c'est là que se trouve le siège d'Utrader. C'est aussi là-bas que s'est déroulée l'académie des recycleurs il y a quelques jours. Les participants venus de différentes localités du Togo témoignent avoir subi une transformation.



Pneus recyclés par Utrader pour s'asseoir

« J'entendais parler de recyclage et je me demandais ce que c'est. J'ai eu la chance d'avoir été recruté par l'équipe de madame Ige et cela m'a

est pollué et nous ne faisons rien. J'ai appris que le recyclage permet de transformer le négatif en positif. Nous avons appris que tout ce qui est déchet est réutilisable et nous avons appris à fabriquer beaucoup de choses. Je compte inculquer ce que j'ai appris à mes amis, et voir comment créer une collecte afin de mettre en place avec le temps une entreprise de recyclage », a témoigné Bikaza Rose, étudiante à l'Université de Kara (Nord du Togo).

« Nous devons prendre conscience qu'il faut agir maintenant face à la pollution plastique. Dès que j'ai appris qu'il y aura une formation dans le domaine du recyclage, je n'ai pas hésité un seul instant. Cette formation nous permet de développer des stratégies pour amener

les gens à comprendre et à s'approprier cette lutte. Je voudrais entreprendre dans le domaine des déchets en utilisant les connaissances acquises ici », a pour sa part déclaré Tagoi Feysal, entrepreneur agricole venu de la préfecture de Blitta (Centre du Togo).

Il n'y a donc plus de doute sur le fait que le secteur des déchets est une « mine d'or ». Il revient maintenant aux « orpailleurs » de se mettre au travail, puisqu'il n'est pas du tout facile de trouver de l'or. Mais, à force de chercher, celui qui trouve même une petite quantité peut devenir très riche.

**Edem Dadzie**



Tagoi Feysal

plus honorable ! « Pour nous à Utrader, les déchets sont des matières premières, à valoriser. Tout ce que nous utilisons ici pour travailler sont des choses qui, jetées dans la nature, peuvent causer des dégâts, constituer des dangers pour l'être humain. Or, il y a beaucoup de richesse dans ce que les gens considèrent comme déchets. Le fait que nous arrivons à les collecter et les à réutiliser, cela a de l'importance pour nous. Quand les plastiques se

cinquième Assemblée des Nations unies pour l'environnement tenue à Nairobi au Kenya, il y a eu un accord historique visant à favoriser une meilleure gestion des déchets plastiques sur la planète. « C'est une bonne chose. À travers ce type d'accords, il y a une contrainte morale. Cela va aider les pays à prendre la chose plus au sérieux. On ne peut pas éviter l'existence du plastique. Mais, les conditions de production,

permis de le découvrir. Quand on regarde autour de nous, l'environnement

## Assurance du commerce en Afrique

# L'ACA débute officiellement ses activités au Togo, pays actionnaire souverain

Le 30 janvier 2019, en Conseil des ministres, le gouvernement togolais a émis le vœu d'adhérer à l'accord portant création de l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique (ACA). En avril 2020, le Togo a adhéré à l'ACA encore appelée African Trade Insurance Agency (en anglais). L'Agence a officiellement démarré ses activités au Togo, hier 12 avril 2022. L'annonce a été faite lors d'un point de presse présidé à Lomé par le ministre togolais de l'Economie et des Finances, Sani Yaya et le directeur général de l'ACA, Manuel Moses, en présence des partenaires.

Deux ans après l'adhésion du Togo à l'Agence pour l'Assurance du commerce en Afrique (African Trade Insurance Agency), ACA, la structure internationale lance officiellement ses activités au Togo. Fondée en 2001 par des États africains avec le soutien financier et technique du Groupe de la Banque mondiale, l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique (ACA), est la seule organisation multilatérale couvrant le risque politique et le risque de crédit commercial en Afrique. Institution africaine, l'ACA s'est érigée en solution d'atténuation des risques pour le Togo, et outil de promotion du commerce et des investissements.

« Nous attendons cet événement, il y a un moment. Depuis que le Togo a rejoint l'ACA, nous avons débuté des activités sans vraiment communiquer. C'est l'occasion pour nous de le faire. Aujourd'hui, nous avons 20 États membres en Afrique. Nous ne livrons pas de concurrence aux assurances locales. Nous les soutenons plutôt. Nous soutenons le Plan national de développement (PND). Le Togo est un pays à fort potentiel dans l'énergie solaire, éolienne et cela est un grand atout pour le pays dans la mise en œuvre de la facilité régionale aux liquidités. Vivement que nous puissions continuer la collaboration avec le Togo », a déclaré Manuel Moses, directeur général de l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique. En collaboration avec la Banque de développement allemande (KfW), l'ACA a un nouveau produit sur la facilité régionale aux liquidités, essentiellement dédiés aux projets dans le domaine des énergies renouvelables. « Au cours de l'année 2021, 20 millions d'euros ont été consacrés pour la mise en œuvre du premier projet de la KfW au Togo ont

été déboursés par KfW. Nous sommes convaincus que la collaboration entre l'ACA et le Togo est d'une importance capitale pour la croissance », a déclaré madame Feehan Directrice de la KfW.

### Le Togo désormais actionnaire majoritaire de l'ACA

« Le Togo est devenu de plus grand actionnaire de l'Agence pour l'Assurance du commerce en Afrique », a annoncé le directeur général de l'ACA. En effet, en 2021 le Togo a augmenté ses actions au sein de l'agence. « A ce jour, les actions du Togo s'élèvent à 32,5 millions de dollars US, ce qui fait du pays l'actionnaire souverain le plus important. Cela traduit l'ambition, la vision du gouvernement, et sa compréhension par rapport à ce que cette institution peut lui apporter et nous sommes là pour travailler à côté du gouvernement », a fait comprendre Kodjo Attaty, directeur régional de l'ACA.

D'après la Cheffe de représentation régionale de la Banque européenne d'investissement, « la BEI est ravie de soutenir l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique et de voir le Togo adhérer à l'Agence. Le manque d'accès à l'assurance du commerce est un réel handicap qui empêche l'investissement et représente un frein à l'économie. Ainsi, l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique est une vraie solution car elle gère non seulement les risques, mais également les perceptions de risques. Nous sommes également contente de travailler avec KfW au Togo. Cette collaboration entre l'ACA et le Togo vient à un moment propice pour la BEI. Nous vous souhaitons les meilleurs vœux pour ce début des activités ». La BEI est une banque



### Présidium du point de presse

de l'Union européenne présente en Afrique du ouest depuis 1973 avec aujourd'hui un portefeuille de 5 milliards d'euros en Afrique de l'ouest.

Pour Kamila Gendola, représentante de l'ambassadeur d'Allemagne du Togo, « le Togo s'est fixé l'objectif de devenir un pays à revenu moyen d'ici 2030. L'Allemagne appuie cette vision à travers des partenariats avec les pays engagés dans des réformes pour une population croissante, dont le Togo. Au Togo la coopération entre le Togo et l'Allemagne se base sur l'amélioration du climat des affaires, l'agro-industrie, etc. ».

« L'adhésion du Togo s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route gouvernementale 2020-2025, surtout le développement du secteur privé notamment les PME/PMI. L'ACA est parfaitement en phase avec les objectifs du gouvernement par rapport à l'économie togolaise. Les domaines des infrastructures routières, des énergies renouvelables, l'inclusion sociale, l'investissement social notamment l'éducation, la santé sont les axes prioritaires de l'ACA et du Togo », a expliqué le ministre de l'Economie et des Finances, Sani Yaya. Les financements énumérés par les différents

partenaires « contribueront à l'amélioration du climat des affaires visant à transformer de manière structurelle l'économie pour le bien-être de notre population. Nous saluons la vision président Faure Gnassingbé et nous remercions l'ACA pour la confiance. Le Togo est devenu le premier actionnaire souverain de l'ACA qui nous permet d'avoir une marge de manœuvre », a déclaré Sani Yaya, invitant les banques à plus de responsabilités pour le financement dans le domaine de l'agriculture qui, malheureusement est « le parent pauvre ».

**Attipoe Edem Kodjo**





Service Fixe et mobile le plus rapide du Togo



# Avancer vers demain

1<sup>er</sup> opérateur 5G d'Afrique de l'Ouest

5G



Togocom

Avancer. Pour vous. Pour tous.